	Revenu universel	22 juin 2017
	Compte rendu journée d'études	

Le 22 juin 2017, la Fonda a organisé une journée d'études dédiée au revenu universel. Ouverte à tous, cette journée avait pour objectif de permettre, en explorant les arguments du débat sur le revenu universel ainsi que des cas pratiques, de s'approprier les enjeux de cette notion et de réfléchir aux manières de les aborder.

Loin de la simplification réductrice du débat entre tenants du pour et tenants du contre, il s'agissait de mieux cerner la façon dont cette proposition interroge directement les piliers de notre société tels que le travail, la protection sociale ou encore notre conception de la justice, mais aussi des situations rencontrées au quotidien dans nos pratiques personnelles et professionnelles.

En se fondant sur une logique d'intelligence collective, la journée a ainsi permis d'analyser arguments et prises de position, mais aussi d'indiquer les perspectives tracées par cette proposition. Les aspects les plus techniques n'y ont pas été abordés, pour aborder le revenu universel sous l'angle des mutations sociales qu'il révèle et se propose d'accompagner.

Chasse aux idées reçues

En prenant appui sur la cartographie des arguments en jeu dans le débat sur le revenu universel [http://www.fonda.asso.fr/IMG/pdf/lafonda_cartographieru_sept2017.pdf], les participants ont dans un premier temps effectué une « chasse aux idées reçues ». Il s'agissait de réfléchir aux façons dont le revenu universel venait interroger les notions de travail, d'activité et d'emploi ; de lutte contre la pauvreté et de protection sociale ; et de redistribution des richesses. Pour chacune de ces notions, de un à trois arguments mis en jeu dans le débat sur le revenu universel ont été analysés, afin d'en examiner le bien-fondé ou non.

Mode d'emploi pour la lecture des schémas : Pour chacun des grands thèmes, de deux à trois idées reçues ont été distinguées. Pour chacune de ces idées reçues, une analyse a été conduite en distinguant les arguments qui la valident (« arguments pour ») des arguments qui l'invalident (« arguments contre »).

Activité, travail, emploi

Le revenu universel accompagne les transformations de notre modèle économique

Arguments pour

- Le revenu universel vient sécuriser les travailleurs dont l'entreprise traverserait une mauvaise passe
- Il intervient comme une forme de reconnaissance du digital labor, par lequel chacun contribue à la production de richesses via le numérique
- Il révisé en profondeur notre modèle social fondé sur les revenus du travail. Il propose un nouveau deal social, qui tient compte des transformations de l'emploi, et doit être réalisé par étapes

Arguments contre

- Sa capacité réelle à accompagner les mutations de notre modèle est dépendante de son montant
- Il peut être un vecteur de "paix sociale" qui découragerait toute tentative de critique de notre modèle de fonctionnement économique
- Il est plus ou moins porteur de changement selon son modèle de financement (cotisations, fiscalité ou appui sur des modèles alternatifs type monnaie locale)

Le revenu universel contribue à une reconnaissance sociale des individus, indépendamment de leur rapport au travail

- Le revenu universel dissocie la reconnaissance sociale de la rémunération, mais n'empêche pas de travailler
- Il invite à optimiser le potentiel de chaque individu pour lui-même, pour une organisation ou pour la société dans son ensemble

Le revenu universel est un vecteur d'autonomie : il permet de mieux concilier les différents "temps" de sa vie

Arguments pour

- Le revenu universel facilite la différenciation des temps de la vie
- Il facilite l'accès à la formation
- Il permet de prendre des risques
- Il offrirait une reconnaissance aux activités du quotidien non monnayées
- Il libèrerait de la survie pour laisser plus de place à l'accompagnement

Arguments contre

- Le revenu universel ne doit pas inciter à substituer un revenu assuré à l'accompagnement
- Un pourcentage, faible, pourrait profiter du revenu universel pour ne rien faire

Protection sociale

Le revenu universel remplacera toutes les autres formes de protection, d'assistance ou d'accompagnement social

Arguments pour

- Le revenu universel pourrait conduire à rendre les personnes seules responsables de leur réussite ou échec et à occulter toute notion d'accompagnement
- La suppression de contrôle qu'il entraîne peut conduire à éviter d'accompagner les individus
- Il est souvent présenté comme un outil de simplification de la gestion et de réduction des dépenses sociales

Arguments contre

- La plupart des propositions de revenu universel l'inscrivent en complément d'autres aides, notamment aides au logement, protection santé et allocations spécifiques, par exemple pour les personnes handicapées
- Il n'est pas exclusif de l'accompagnement, et donc sa mise en place n'est pas synonyme de suppression des dispositifs d'accompagnement
- En donnant aux personnes des moyens financiers complémentaires, il peut faciliter leur accès à des démarches d'accompagnement

Le revenu universel n'est pas redistributif, car tout le monde en bénéficie

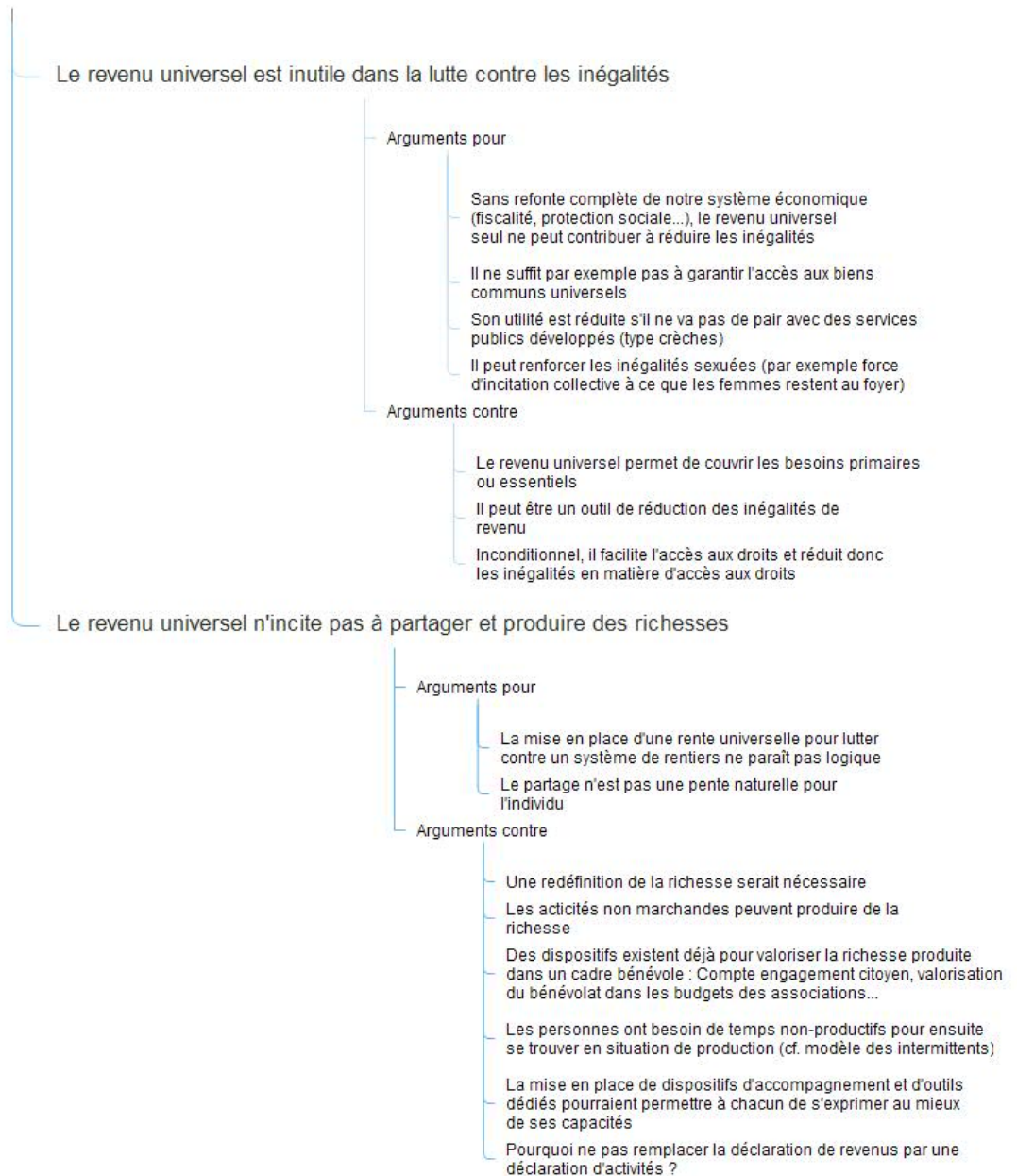
Arguments pour

- Le revenu universel ne permet pas de réduire l'écart entre riches et pauvres, puisqu'il est attribué à tout le monde

Arguments contre

- Le revenu universel peut cependant être redistributif en termes de pouvoir social, en donnant à tous un plus grand pouvoir de négociation et de choix
- Il permet un meilleur consentement à l'impôt
- Il exige de repenser le système fiscal pour compenser les inégalités redistributives qu'entraînent par exemple le quotient familial et les parts

Redistribution des richesses



Enjeux et perspectives d'action

Le temps de « chasse aux idées reçues » a permis de souligner une série de questions essentielles en lien avec la proposition de revenu universel – concernant la garantie de l'accès de chacun à ses droits, l'accompagnement de chacun dans la mutation des parcours, les réponses à apporter aux transformations de l'emploi – qui toutes invitent à repenser nos modèles économiques et de protection sociale. Le revenu universel agit à cet égard comme un révélateur. Indépendamment du fait que l'on considère qu'il constitue une « bonne » solution ou non, il met en avant des interrogations structurantes pour l'avenir de nos sociétés.

En prenant appui sur les fiches de présentation des initiatives, propositions et expérimentations [http://www.fonda.asso.fr/-Revenu-universel-initiatives-.html#pagination_articles], les participants ont été invités à réfléchir aux pistes de solution en réponse aux enjeux identifiés.

Mode de lecture des tableaux : Les enjeux ont été formalisés à partir d'une situation qui le traduit en acte. La réflexion a ensuite porté sur l'identification des effets, positifs et négatifs, que produirait un revenu universel – ou une variante – sur les acteurs concernés, pour indiquer ensuite des correctifs et améliorations possibles.

Situation initiale	Enjeu : <i>Accompagner un projet de vie</i>		
	Effet positif attendu <i>Ce que le revenu universel permettrait de développer ?</i>	Difficultés et impacts négatifs possibles	Correctifs, améliorations
Un jeune de 19 ans, sorti du système scolaire sans diplômes, et n'ayant pas d'emploi souhaite initier un projet collectif de rénovation d'un bateau, en vue d'en faire un outil éducatif et culturel, pour sensibiliser aux enjeux de préservation de l'environnement et de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> Le revenu universel de chacun des participants au projet permettrait de constituer une base de départ La concrétisation du projet s'en trouverait simplifiée, n'ayant pas à passer par des mécanismes d'octroi d'aides nécessitant justification et montages parfois complexes. Le revenu universel a un potentiel libérateur de l'initiative, en dotant chacun d'un capital pour l'accomplir. En retour, l'impact positif pour la société dont il est porteur interviendra plus rapidement 	<i>Pour l'acteur</i> <ul style="list-style-type: none"> Si le revenu universel va de pair avec l'abandon des dispositifs d'accompagnement, les participants aux projets pourraient être privés d'aides utiles à la viabilisation de leur démarche. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des dispositifs de formation pour combler les différences de capital culturel et social Mettre en place des dispositifs d'accompagnement, pour s'assurer que chacun puisse se doter d'un projet
		<i>Pour les autres acteurs</i> <ul style="list-style-type: none"> Le revenu universel n'agit pas sur les inégalités de capital et ne pourrait au final qu'aider ceux qui sont dotés au départ d'un solide capital économique, culturel et social Si le revenu universel peut être un accélérateur de projet, que se passe-t-il pour une personne en dehors des circuits de la formation et de l'emploi qui n'aurait pas de projet ? 	

Situation initiale	Enjeu : <i>Création de richesses par le travail</i>	
	Effet positif attendu <i>Ce que le revenu universel permettrait de développer ?</i>	Difficultés et impacts négatifs possibles
Une entreprise en difficulté	La garantie que constitue le revenu universel peut permettre de réduire les périodes de licenciements	Le risque est alors réel de voir des abus et de rogner sur les droits acquis
Situations de travail non déclaré (travail au noir, travail familial, travail souterrain...)	<ul style="list-style-type: none"> • Par son inconditionnalité, le revenu universel pourrait inciter à rendre officielles des activités non déclarées jusque-là (par exemple par crainte de se voir retirer son RSA) • L'officialisation de ces activités leur ouvrirait la voie à du conseil et de l'accompagnement pour s'améliorer • Elle permettrait également d'acquérir des droits au titre de son activité pour par exemple accéder à des formations <p>Le revenu universel, en retirant le frein au développement d'activités par peur de perdre des revenus, se fait un tremplin d'innovation et ouvre la voie à un déploiement d'initiatives s'insérant dans un circuit économique officiel.</p>	
Travaux pénibles	Le revenu universel facilite l'accès à de l'emploi à mi-temps pour que les personnes ayant des travaux pénibles puissent se libérer du temps pour d'autres activités	Risque de désincitation à l'exercice de certains métiers, qui ne serait plus effectué que par des personnes en situation de grande précarité, sans accès aux droits car n'ayant pas la nationalité française

Situation initiale	Enjeu : <i>Développement d'un pouvoir d'agir et d'un pouvoir social</i>		
	Effet positif attendu <i>Ce que le revenu universel permettrait de développer ?</i>	Difficultés et impacts négatifs possibles	Correctifs, améliorations
Personne en situation de grande précarité, ayant perdu en estime d'elle-même et peinant par conséquent à s'intégrer dans des collectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Les démarches pour obtenir le RSA sont chronophages et génèrent de l'anxiété. Le revenu universel permettrait de gagner en sérénité, offrirait un moyen de reconnaissance et serait un premier palier pour sortir du cercle vicieux de la précarité 	<ul style="list-style-type: none"> • L'octroi d'un revenu sans conditions pourrait entraîner un rejet de la valeur travail • L'argent ne peut suffire seul 	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir un accompagnement à chaque individu, en permettant l'accès à un interlocuteur unique, référent dans l'accompagnement du parcours
Personne qui prend la voie de la délinquance (ex. : « nourrice », c'est-à-dire une personne qui accepte de stocker de la drogue, sans la revendre elle-même)	<ul style="list-style-type: none"> • En matière de délinquance, il y a un seuil au-delà duquel le risque encouru vis-à-vis de la loi est jugé ne pas en valoir la peine. En garantissant un revenu, selon son niveau, le revenu universel pourrait dissuader des personnes d'exercer des activités illégales. • La réinsertion a un coût pour la société. En évitant les situations d'exclusion complète, le revenu universel peut améliorer la prévention. 		

En réfléchissant à partir de situations individuelles, les participants ont envisagé le revenu universel comme un moyen de développer le pouvoir d'agir des individus, pour les accompagner dans leur parcours, leurs projets et la construction de leur autonomie. En garantissant un revenu, le revenu universel ouvre l'accès à un pouvoir social pour tous, alors que beaucoup de personnes en sont actuellement privés. Cela change le rapport à la société. En instaurant un droit à l'existence, le revenu universel ouvre la voie vers une société bâtie sur la confiance entre les individus.

Les effets positifs attendus se situent ainsi à la fois sur le champ de la prévention des risques d'exclusion et de l'ouverture d'un potentiel de développement, y compris d'activités économiques. Les participants ont cependant également mis l'accent sur des potentiels risques de désincitation au travail et indiqué que l'argent seul ne pouvait suffire à prémunir contre l'exclusion, pour souligner que le revenu universel ne pouvait justifier un détricotage des droits et d'autres dispositifs. Les discussions ont ainsi rappelé l'importance de l'accompagnement, et souligné une évolution possible du rôle de travail social. Plutôt que de s'inscrire dans des mécanismes de contrôle et de « mise en conformité » des individus, les travailleurs sociaux pourraient se voir octroyer un rôle de développeur du pouvoir d'agir des individus. Il a également été proposé que le revenu universel serve à proposer des alternatives à nos modes de consommation habituel, par exemple en prenant la forme d'un panier alimentaire composé de produits issus de circuits courts locaux.

Participants : Sophie Audrain, Jean-Claude Boutot, Michel Boye, Marnia Bouhafs, Véronique Cabrit, Francine Evrard, Olivier Frézel, Marie-Pauline Gacoin, Laurence Giraud, Jean-Pierre Jaslin, Francine Lajournade-Bosc, Clément Lavault, Philippe Lefilleul, Frédéric Manceron, Lucia Martini-Scalzone, Télémaque Masson, Laurent Mereur, Eric Michel, Eric Nowak, Bernard Pissaro, Victor Robert, Patrice Simounet, Danielle Tang, Jean-Pierre Worms